

« Il faut rapatrier chez nous des productions qui sont en Asie »

- La Wallonie est sur la bonne voie, estime son ministre de l'Economie Jean-Claude Marcourt.
- Mais il faut aller plus loin. Notamment en stimulant le crédit aux petites entreprises à l'aide d'incitants fiscaux.

ENTRETIEN

Un an que le gouvernement wallon est installé. L'opportunité était belle de dresser le bilan de la Wallonie avec son ministre de l'Economie Jean-Claude Marcourt, quelques jours à peine après avoir lancé de nouvelles pistes pour stimuler l'économie wallonne...

Le gouvernement wallon, coup sur coup, vient de faire quelques annonces économiques importantes avec le Plan Marshall 4.0, le plan « PME ». Il était temps, non ? Ces 5 dernières années, le produit intérieur brut wallon est passé de 88 à 90 milliards d'euros. Ce n'est pas Byzance...

Votre question est porteuse de contradiction. Nous sortons de la plus importante crise économique depuis la Seconde Guerre mondiale. En 2008, l'économie a pris un mur de face. Malgré cela, le Plan Marshall et d'autres mesures de développement économique ont permis à l'économie wallonne d'être résiliente. Je ne dis pas que tout va bien, mais que nous sommes passés du statut d'économie en développement à celui d'économie en transition. Mais même si je comprends votre remarque, le contexte macroéconomique global n'a pas aidé... L'Europe non plus.

C'est-à-dire ?

La gestion de la crise par l'Europe est aberrante. Regardez ce qu'ils ont fait aux Etats-Unis. Ils se sont très rapidement dit qu'il fallait sauver l'industrie, sauver le potentiel économique et les emplois. Et nous ? On a fait l'inverse.

C'est en cela que je dis que votre question initiale était porteuse de contradiction. L'Europe a soigné ses anémiques en lui imposant des purges. La Grèce, le Portugal, l'Espagne et même la France sont aujourd'hui malades de mauvais traitements économiques. La racine du mal, ce sont ces nouvelles normes comptables SEC qui nous corsètent sur le plan budgétaire. Il y a derrière tout cela une volonté politique de réduire le potentiel de l'Etat au profit du privé. Bref, j'aurais tendance à vous dire qu'on a fait du mieux qu'on pou-

vait dans des circonstances budgétaires - particulièrement compliquées, en insérant dans le périmètre des dettes publiques des investissements qui n'auraient pas dû l'être. La Région wallonne n'est pas un Etat, et n'en déduisez pas - je vous devance - que je réclame une septième réforme de l'Etat. (Rires.)

C'est quoi le prochain secteur qui, avec la biotechnologie, pourra porter la Wallonie à un niveau supérieur ?

Je crois vraiment à nos six pôles de compétitivité. Deux d'entre eux sont considérés comme des opérateurs mondiaux, Biowin et MecaTech, où on est vraiment dans les standards internationaux. Ils doivent être soutenus. C'est paradoxal parce que MecaTech est l'héritier de notre histoire depuis le XIX^e siècle et l'autre incarne notre « nouvelle métallurgie ». Le numérique ? J'y crois beaucoup. Je crois que la Wallonie doit y investir, dans l'internet des objets, dans l'automatisation. Parce que cela s'intègre dans l'économie circulaire et que cela permet de rapatrier en Europe, en Belgique et en Wallonie des productions qui sont aujourd'hui en Asie. L'hyper-automatisation a ce double impact sur le volume de l'emploi et sur le retour chez nous de productions.

Comment améliorer la compétitivité wallonne ?

Dans la compétitivité, on met trop souvent uniquement le facteur salarial en évidence en di-

sant qu'il est porteur de tous les maux. Mais il y a l'énergie, par exemple. Dans le plan Marshall 4.0, on a décidé de soutenir les entreprises grandes consommatrices d'énergie. Il faut lutter contre le gaspillage d'énergie et

des tarifications qui permettent à nos entreprises de se développer. En plus, il faut tenir compte du taux de change. On voit bien que la quasi-parité a amélioré spontanément notre activité. Quand j'entends Michel Delbaere (du Voka ; patronat flamand, NDLR) dire qu'il ne veut pas de tax shift parce qu'il ne veut pas que les riches payent...

Cela vous a choqué ?

Moi, j'ai toujours dit qu'il y avait une grande injustice à faire contribuer considérablement les travailleurs à l'opposé d'autres catégories de revenus. Ce n'est pas normal de voir ce que vous touchez et ce que l'entreprise doit déboursier pour vous donner ce que vous gagnez alors que, comme le disait François Mitterrand, si vous gagnez votre vie en dormant, vous avez très peu de prélèvements. Ce différentiel n'est pas

acceptable. J'ai toujours pensé que le travail doit être moins prélevé par l'Etat et qu'il faut trouver des compensations. Un peu plus de justice sociale serait fondamental, c'est clair.

Revenons à la compétitivité...

On parle souvent des salaires, mais il y a aussi l'innovation pour améliorer la compétitivité. Dans le Small Business Act, dans le plan Marshall, on veut mettre des moyens pour la soutenir et créer de vraies filières. Il faut laisser les PME accéder à l'innovation. Elles disent trop souvent que cela coûte cher et qu'elles ne peuvent pas y accéder. Il faut les aider. Les statistiques du plan Marshall le prouvent : les PME sont aux trois quarts membres des pôles et porteurs de projets. ■

Propos recueillis par
ÉRIC DEFFET
FRANÇOIS MATHIEU

« Un projet visant à mobiliser l'épargne privée du citoyen »

Un des éléments clés de votre plan PME, c'est le financement des entreprises. C'est vrai que pour les PME, l'octroi de crédits reste compliqué. Une solution ?
On a rencontré les différents acteurs de terrain, comme Febelfin (secteur bancaire, NDLR),

l'Union wallonne des entreprises, et l'Union des classes moyennes (UCM), et nous sommes d'accord pour dire qu'il y a au moins un manque de transparence dans les motivations des banques à refuser tel ou tel crédit. BNP Paribas Fortis et d'autres grands groupes bancaires sont prêts à communiquer par secteur, voire même de manière individualisée, sur le pourquoi des refus aux entrepreneurs. Ils se rendent compte qu'il y a un problème majeur. On veut donc trouver une solution.

Qui passe par... ?

En Flandre, ils ont ce qu'on appelle le « win-win lening » (prêt « gagnant-gagnant », qui permet d'investir dans une PME moyennant incitant fiscal), et

l'idée est de faire la même chose. Nous sommes en discussion avec le secteur bancaire pour monter un projet visant à mobiliser l'épargne privée du citoyen à travers un mécanisme de prêts fiscalement avantageux à destination de jeunes PME.

A quelles conditions ?

Je ferai une proposition à la fin du mois au Parlement mais, en gros, la durée du prêt varierait entre 4 et 8 ans maximum. Le montant maximum prêté par personne serait de 50.000 euros et ce serait réservé aux entreprises ou indépendants actifs depuis moins de 5 ans. Enfin, le prêteur bénéficiera d'un pourcentage de réduction d'impôt sur la base du montant moyen prêté au cours de l'année (2,5 % en Flandre, NDLR). L'emprunteur, lui, bénéficiera d'un prêt avec un taux d'intérêt « raisonnable ». Globalement, on veut donc stimuler l'activité économique en ramenant des fonds dans nos petites entreprises, qui représentent la grosse partie du tissu économique wallon.

L'accent est résolument mis sur les PME...

Oui ! On veut être cohérent. On doit aider les petites structures. C'est ce que souhaite aussi l'Europe, d'ailleurs. On doit donc faire des efforts particuliers sur l'entrepreneuriat et ne pas s'arrêter au bilan des 30.000 sociétés créées en dix ans.

Avec un taux d'échec important, tout de même...

Oui, c'est vrai. Mais c'est bien pour cela qu'il est important d'améliorer, dans la formation, la sensibilisation à l'entrepreneuriat. Dans une haute école de commerce, récemment, j'entendais un professeur dire que l'université formait les futurs cadres des grandes entreprises. Pourquoi ne pas dire les futurs porteurs de projets d'entreprises. On doit également stimuler les incubateurs, pour regrouper différentes compétences. C'est pour cela qu'on en a augmenté les budgets de 10 % environ entre les deux législatures. Les lieux d'échanges entre entrepreneurs, universitaires,... sont toujours porteurs de plus-values. ■

Propos recueillis par
E.D. et F.M.

« Ambitieux, ce qui ne signifie pas orgueilleux »

Et l'ambiance au gouvernement ?

Excellente ! Les deux partis ont leurs convictions et sont très différents. Mais nous sommes liés par l'accord de gouvernement et il existe un très grand respect entre les personnes ainsi qu'une volonté de surmonter ensemble les problèmes.

Mais n'êtes-vous pas un peu agacé par les sorties incessantes du CDH qui semble vouloir se démarquer ?

Dans le débat sur le plan Marshall, alors qu'il était titillé par certains, j'ai apprécié que Maxime Prévot précise qu'il n'avait jamais employé le mot « privatisation » dans les dossiers soulevés ces dernières semaines. Cela me rassure. Sur les zonings, il veut faire évoluer les choses, il privilégie des partenariats public-privé. Moi, je ne suis pas fermé à cela.

Pas question donc d'un glissement sémantique qui pourrait irriter le partenaire socialiste ?

Il y a la volonté du CDH de marquer sa différence, c'est normal. Mais sur les dossiers difficiles comme le Feder ou le plan Marshall, tout s'est déroulé dans un excellent climat et surtout avec la volonté d'aboutir. On discute sans forcément être d'accord, mais on est capables de trancher. Une conférence de presse finale avec un quart d'heure de retard, cela nous

change assez bien de la législature précédente...

Serait-ce plus facile sans Ecolo ?

J'ai eu beaucoup de plaisir, c'est peut-être du masochisme, à travailler avec Jean-Marc Nollet. Mais s'ils avaient parfois été plus pragmatiques, les écolos auraient obtenu plus. Humainement, les relations ont été d'une grande correction. La politique, c'est aussi supporter l'opinion de l'autre.

Comment expliquez-vous les critiques du MR à propos des procédures Feder ? Même les experts sont remis en cause. Est-ce l'héritage du passé ?

C'est une vraie interrogation que je partage avec Paul Magnette. Des gens comme Bernard Serin, Eric Haubruge ou Eric Domb ont été mobilisés comme experts. Ils ont appliqué la volonté de concentrer, d'avoir

un impact économique de manière très radicale. Ils ont invité les grosses entités à présenter leurs dossiers et on me dit que certaines ont été plus brillantes que d'autres. Nous, nous avons eu un impact marginal sur l'attribution des moyens, à peine 5 %...

Plus cette enveloppe de 500 millions qu'il vous reste à distribuer...

Oui, mais de quoi s'agit-il ? De l'aide

à la recherche et à l'expansion économique. Ce n'est pas moi qui vais distribuer les moyens, ce sont les dossiers qui vont venir chez moi...

Un an plus tard, comment qualifier ce gouvernement en un mot ?

(Long silence) Ambitieux ! Ce qui ne signifie pas orgueilleux. Nous voulons transformer la Wallonie pour lui permettre de remplir les

fonctions confiées par la sixième réforme de l'Etat, sur fond de normes européennes. Au passage, je ressens aussi une grande proximité avec les interlocuteurs sociaux et une grande volonté de notre part de ne pas impacter négativement les citoyens. Nous sommes très attentifs à ne pas réduire le pouvoir d'achat. ■

Propos recueillis par E.D. et F.M.

ANALYSE

Les réformes sont sur le rail

Deux Régions, deux ministres et une même compétence essentielle, l'économie : Jean-Claude Marcourt (PS) et Didier Gosuin (FDF) sont au cœur de l'action menée par les gouvernements régionaux depuis les accords post-électorales de l'été 2014. Au-delà des étiquettes partisans qui les séparent, Marcourt et Gosuin doivent travailler au redressement économique de leur Région, qui a dix ans pour se redresser, en vertu de la nouvelle loi de financement qui pousse loin la logique de responsabilisation des entités.

En Wallonie, l'ambition, c'est aussi la transformation du modèle industriel, au profit de solutions à haute valeur technologique, résolument inno-

vantes. Avec un objectif final, un seul : l'emploi. Un emploi de qualité soutenu par des dispositifs de formation ambitieux.

A Bruxelles, les défis sont multiples. Social, d'abord, avec un taux de chômage (en baisse, mais 18,4 % encore et 25 % chez les jeunes). Mais, pour assurer la viabilité budgétaire, il faut

aussi enrayer l'exode urbain, garder dans les murs la classe moyenne. Et, enfin, il s'agit de mobiliser le territoire pour construire de nouveaux quartiers aux fonctions mixtes. Bref, des réformes à moyen et long terme. Dans nos éditions de vendredi, un premier bilan quantitatif (combien de dossiers engagés ou déjà bouclés ?) des exécutifs régionaux a produit une évidence : malgré une communication discrète, les gouvernements wallon et bruxellois sont bel et bien à l'œuvre. En Wallonie, le début de législation a permis de jeter les ba-

lises de l'action à mener durant cinq ans et celles-ci, de près ou de loin, sont souvent liées à l'économie et à ses satellites indissociables que sont l'innovation, la recherche ou les

modes de financement. Jean-Claude Marcourt est à la manœuvre pour une série de dossiers structurants, à commencer par le plan Marshall 4.0 et la programmation des fonds européens qui vont soutenir des centaines d'investissements et de projets en lien avec la formation ou l'aménagement du territoire. A Bruxelles, Didier Gosuin concentre les portefeuilles de l'Emploi, de l'Economie et de la Formation. Un triptyque cohérent qui fait porter sur ses épaules l'un des défis majeurs. Les réformes sont lancées, reste à les concrétiser, dans les prochaines semaines. Mais le ministre, lui, demande qu'on les juge en 2017. « Et cela vaut pour tous les gouvernements »

E.D. ET V.L.A.

Didier Gosuin : « On a décroïsonné Bruxelles »

ENTRETIEN

Didier Gosuin (FDF) a hérité d'un portefeuille clé au sein du gouvernement bruxellois : Emploi, Economie et Formation, trois leviers majeurs pour relever le défi social.

On ne vous entend guère...

Ce gouvernement ne fait pas la une des journaux, c'est vrai. Pour bien travailler, il faut travailler en silence. Généralement, ceux qui font du bruit, c'est pour masquer des divergences. La Région est à un tournant. L'enjeu est tellement crucial que les ego partisans n'ont pas leur place. Je ne dévierai pas de cette ligne. C'est mon quatrième gouvernement, j'ai trop vécu de tensions stériles. Ça ne m'intéresse pas de revivre

ça. Et pour l'instant, ça, je ne le revis pas. Ceci répond aussi au débat qu'on peut avoir sur la ministre-présidence.

C'est vous qui amenez la question. Rudi Vervoort est à sa place ?

Chacun a sa personnalité. Il n'a pas peut-être pas le charisme d'autres. Mais que demande-t-on à un homme politique ? Qu'il gère bien, qu'il tienne une ligne, que son équipe soit cohérente.

Et il fait tout cela ?

Oui ! On mesure hélas mal l'activité des gouvernements, en s'attardant sur les petites phrases assassines, les polémiques internes... Tout ça, c'est davantage le fait d'autres gou-

vernements que le nôtre. Mais cela ne signifie absolument pas que nous ne travaillons pas. Nous allons bientôt présenter notre Stratégie 2025 (NDLR : lire ci-dessous). Il faut se projeter à dix ans, si on veut changer fondamentalement la Région sur le plan social, économique, territorial. Et arrêter de faire croire qu'on peut tout changer en six mois. C'est en 2017 qu'on nous jugera. Et donc, oui, ce gouvernement a fait le choix de ne pas communiquer sur tout et sur rien.

Ne faudrait-il quand même pas expliquer aux Bruxellois ce que vous faites ?

Il faut laisser aux politiques le temps de pouvoir déployer leurs projets, arrêter de les en-

fermer dans le court terme et, surtout, ne pas les pousser à faire des effets d'annonce. Moi, en tout cas, je suis arrivé à un moment de mon parcours politique où je refuse de devoir rendre des comptes tous les quinze jours.

Bruxelles a dix ans pour se redresser. Jouable ?

Le problème de Bruxelles, c'est son appauvrissement. On représente environ 8,8 % de l'IPP dans le pays ; on était à 12, 13 % lors de la création de la Région. Il faut qu'on reprenne des "parts de marché". Un des indicateurs d'appauvrissement c'est évidemment le taux de chômage.

Qui baisse timidement, de mois en mois, et pourtant le ministre de l'Emploi que vous êtes ne communique pas ?

Non ! Par prudence. On peut penser qu'il y a quelque chose de vertueux qui se met en place. Mais on ne pourra crier victoire que dans deux ans, quand tous les mécanismes seront en place, comme le contrat d'insertion, la réforme de l'intérim social ou des ACS, la stratégie de formation... On n'en est qu'aux balbutiements de la mutation socio-économique de Bruxelles. Cette tendance qu'on observe peut être très fragile. Reste que la sortie de milliers de personnes du chômage est un facteur d'enrichissement de la Région. C'est important. Parce que, dans dix ans, on devra vivre de nos ressources. Si on continue à perdre dans la part des revenus par IPP, c'est une menace grave pour la stabilité de la Région bruxelloise. C'est pour cela que le défi social est si important.

Mais, pour sauver Bruxelles, il faut aussi convaincre les classes moyennes d'y rester.

C'est le grand enjeu de nos sociétés occidentales : est-ce que la classe moyenne va continuer à s'effriter ? En Région bruxelloise, nous avons décidé d'agir en faisant un tax shift. Nous avons déjà décidé de ce que nous allons mettre dedans : ce sera un glissement de l'IPP vers le précompte immobilier et une annulation de la taxe régionale. Le ménage moyen bruxellois aura ainsi un petit plus, de 100 à 200 euros par an. Ce n'est pas énorme mais c'est un signal. Ce n'est pas évident à porter, tous les lobbys disent que ce n'est pas ça qu'il faut faire. Mais nous, on avance. Ce sera d'application en 2017.

Au niveau budgétaire, le ministre du Budget dit que la Région se porte bien ?

La sixième réforme de l'Etat a permis un juste refinancement de Bruxelles, qui a remis la Région à flot, alors qu'elle était en déficit structurel auparavant.

C'est une bonne chose, finalement, cette réforme. Vous ne disiez pas ça quand vous étiez dans l'opposition !

Elle reste marquée par de grandes incertitudes budgétaires. Notamment parce que nous avons des difficultés à obtenir des données précises du fédéral. Il n'y a pas eu d'anticipation : dans une série de dossiers, on ne dispose donc pas de données pour Bruxelles mais seulement pour la Belgique ; elles ne sont pas non plus toujours très récentes. La réforme a aussi généré un certain nombre d'incohérences. Exemple : l'accès à la profession. L'Europe

nous demande d'harmoniser, entre Etats, pour faciliter la libre circulation des personnes. Mais nous, en Belgique, on met en place un système qui pourrait potentiellement être différent d'une Région à l'autre. Du coup, on a signé un protocole d'accord entre Régions pour convenir de ne rien changer pour l'instant. C'est absurde : ça ne servait alors à rien de mettre ça dans la réforme de l'Etat. Du coup, on passe son temps à recoller des morceaux, via des protocoles d'accord et des accords de coopération. Je crains aussi qu'avec cette réforme, on ait ouvert la boîte de

Pandore : c'est une réforme centrifuge. La N-VA la voit comme un accélérateur de feu, qui annonce la septième.

Mais cela vous donne des compétences supplémentaires, quand même ?

Oui, côté positif, dans les politiques de l'emploi, on a des leviers importants. Exemple : les groupes cibles. Nous voulons réorienter les moyens vers l'activation, les cibler différemment. Parmi les demandeurs d'emploi à Bruxelles, 14 % sont des travailleurs âgés ; mais, jusqu'ici, ça mange 38,5 % de notre budget. Désormais, je peux rééquilibrer cela. Mais au prix de grandes lourdeurs. Et il y a un facteur de résilience : il faut respecter les engagements en cours. On ne va pas dire aux entreprises qui ont engagé des travailleurs âgés qui sont encore là pour cinq ans qu'on récupère l'argent. En théorie, c'est donc intéressant, mais sur le moyen et le long terme. ■

**Propos recueillis par
VÉRONIQUE LAMQUIN**

« La Flandre travaille avec nous. Quel changement de mentalité ! »

Vous annoncez une Stratégie 2025.

C'est le plan Marshall bruxellois ?

Nous la communiquerons bientôt. Ce sont les axes de développement de Bruxelles. Nous avons arrêté les grands principes, constitué les groupes de travail. Tous les objectifs que le gouvernement a mis sur la table sont en négociation.

C'est une version revue de la déclaration de politique régionale ?

Non, l'accord de gouvernement porte sur les cinq ans de la législature. Ici, c'est une ambition pour dix ans. Ce sont les mesures de fond. D'une part, il s'agit de se donner des objectifs en matière de développement socio-économique. De l'autre, c'est une stratégie de mobilisation du territoire. Avec des objectifs, un monitoring permanent. Et, surtout, un décloisonnement.

C'est-à-dire ?

On associe tous les partenaires. Donc, patrons et syndicats, mais aussi les

autres entités : les Communautés, les Régions.

C'est nouveau ça !

Oui ! L'idée, c'est de mobiliser tout le monde autour de Bruxelles. C'est dire : le gouvernement régional n'est pas seul porteur du développement de Bruxelles. Bruxelles ne s'en sortira pas s'il n'y a pas un travail de coopération avec les Communautés, avec les autres Régions.

Et la Flandre est partante ?

Mais oui. Pour l'instant cela fonctionne super bien. Vous savez, c'est un signe majeur de l'action de ce gouvernement : nous avons vraiment décloi-

sonné la Région bruxelloise. Pour la première fois, on a tenu un gouvernement quadripartite, Région wallonne, Fédération Wallonie-Bruxelles, Cocof et Région bruxelloise. Avant, c'étaient les francophones entre eux et les Flamands entre eux. Ici, on a pu avancer sans obstacle communautaire de la part de nos partenaires néerlandophones au gouvernement. Nous ferons la même chose avec la Région flamande. Je vous l'ai dit, dans le volet Emploi/Formation de notre Stratégie 2025, toutes les entités sont associées à tous les groupes de travail.

Mais alors, le fédéralisme belge fonctionne ?

Entre entités fédérées, ça fonctionne bien. Là où le fédéralisme est un peu bancal, c'est au niveau du fédéral. Exemple : Willy Borsus a lancé un plan PME, je ne dis pas qu'il n'y a pas des choses intéressantes dedans mais nous n'avons pas été consultés.

Par contre, avec la Flandre, quel changement. Il n'y a pas si longtemps, elle refusait de discuter avec Bruxelles, qu'elle ne reconnaissait pas comme Région à part entière.

Je constate, et c'est un FDF qui le dit, que les représentants des ministres Bourgeois, Muylers et Crevits participent à nos groupes de travail Emploi/Formation. C'est un changement fondamental de mentalité. Des verrous ont sauté.

Reste à attendre les effets concrets.

En septembre, j'irai en Brabant flamand, pour développer les synergies entre le pôle économique autour de

Bruxelles et le pôle emploi de Bruxelles. Mon étiquette devrait être un obstacle, ce n'est pas du tout le cas. Mieux : on concrétisera prochainement un grand accord avec le VDAB (NDLR : qui assure, en Flandre, le placement et la formation des demandeurs d'emploi). L'idée, c'est d'accroître la formation en immersion linguistique.

C'est-à-dire ?

Dès qu'un Bruxellois francophone a besoin d'une formation et a un niveau linguistique suffisant, il pourra être formé, en néerlandais, au VDAB. Il pourra même être suivi, pour l'insertion sur le marché du travail, par le VDAB, qui agira comme sous-traitant d'Actiris ! C'est un accord très significatif. Et, je le répète, dans tous les dossiers, j'associe systématiquement les VDAB aux réflexions et décisions. Un changement fondamental !

Et avec la Fédération Wallonie-Bruxelles...

... cela se passe très bien aussi avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, en particulier le cabinet de l'Enseignement, qui est très positif. Avec Joëlle Milquet et Eliane Tillieux, nous venons de résoudre un problème dont on parle depuis dix ans. Dès la rentrée, il y aura, côté francophone, un seul contrat d'apprentissage, avec les mêmes conditions salariales, de congé... Avant, il y avait autant de contrats que d'écoles de formation. C'est un élément qui peut doper la formation en alternance. On l'a fait sans tambour ni trompette mais cela concerne quand même 6.700 jeunes. ■